

# Première salve de l'opposition congolaise contre la "machine à voter"

**RDCongo** Dans la plupart des villes du pays, les manifestants ont dit non au mode de scrutin qui se prépare.

La dernière ligne droite est entamée en République démocratique du Congo (RDC) dans la perspective des élections présidentielle, législatives et provinciales toujours annoncées pour le 23 décembre prochain.

Un scrutin qui doit notamment mettre fin au "règne" de Joseph Kabila, président depuis 2001 et dont le dernier mandat est échu constitutionnellement depuis le mois de décembre 2016.

Jusqu'ici, l'homme est parvenu à se maintenir au pouvoir grâce à un "glissement" de deux ans obtenu aux forceps lors de négociations entre sa majorité et l'opposition sous l'égide des évêques congolais. D'après pourparlers qui ont abouti le 31 décembre 2016 à une prolongation de mandat accompagnée de nombreuses conditions qui devaient amener la RDC vers (ce qui serait une première) des élections réellement démocratiques. Or, depuis cette date, le pouvoir en place s'est largement assis sur ces obligations, ne concédant que quelques pelliculaires ouvertures, généralement sous la pression internationale.

Si Joseph Kabila, "travaillé au corps" par ses voisins, a annoncé qu'il ne briguerait pas un troisième mandat anticonstitutionnel, le pouvoir a mis en place, à travers la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) et son président Corneille Nangaa, un mode de scrutin qui suscite le rejet de la population

et a permis, jusqu'ici, de fédérer une opposition congolaise prompte aux calculs plus rémunérateurs que constructifs.

La Ceni, qui est donc l'organisatrice de ce scrutin, a imposé le recours au vote électronique à travers ce que les Congolais ont appelé "la machine à voter" ou "machine à tricher". Une machine qui doit permettre d'éviter l'impression de millions de bulletins pour la Ceni, pour n'imprimer que celui voulu par l'électeur via un écran tactile (dans un pays largement dépourvu d'électricité), un outil qui doit permettre au pouvoir de falsifier à sa guise les résultats du

passage par les urnes selon l'opposition qui exige aussi que le fichier électoral, qui comporte près de dix millions d'électeurs douteux, soit revu de fond en comble.

## Candidat unique

Cette opposition, qui réunit sept leaders politiques, parmi lesquels Moïse Katumbi, Jean-Pierre Bemba, Adolphe Muzito (tous les trois empêchés pour divers motifs de participer au scrutin), mais aussi Vital Kamerhe, Félix Tshisekedi, Freddy Matungulu ou Martin Fayulu, tente donc de mobiliser la population congolaise, soutenue par de nombreux mouvements citoyens et l'Église. Ce vendredi, ils avaient appelé les Congolais à descendre dans la rue pour dire non aux stratagèmes du pouvoir en place. Une première qui a permis de voir des dizaines de milliers de Congolais arpenter les rues de la capitale mais aussi des principales villes du pays, à l'exception de Lubumbashi (terre de Moïse Katumbi) où la manifestation avait été interdite et la police déployée en force. "Une première très réussie", pour Jean-Pierre Bemba, qui présidait ce vendredi à

Bruxelles une réunion, mise sur pied par le patron du MLC Belgique, Jean-Jacques Mbungani, des structures de son parti venues du monde entier. "Mais c'est une première qui en appelle d'autres. Il faut démontrer au pouvoir qu'il n'aura pas la possibilité de tricher. Qu'il ne pourra pas expliquer que son candidat a gagné après que des millions de Congolais sont descendus dans la rue pour faire barrage à ce stratagème". Mais l'unité de l'opposition a pris du plomb dans l'aile ces derniers jours, l'UDPS de Félix Tshisekedi annonçant qu'elle ne participerait pas à cette marche. Le début d'une rupture? "Je veux croire que non, explique Bemba. Mais c'est un rendez-vous manqué. L'opposition désignera son candidat unique pour la présidentielle pour le 15 novembre, et selon mes informations l'UDPS participera à ce rendez-vous. Nous devons nous retrouver entre le 7 et 10 décembre pour nous mettre d'accord sur ce candidat. Ce ne sera pas un jeu d'enfant, mais nous y arriverons."

Hubert Leclercq

*"Il faut démontrer au pouvoir qu'il n'aura pas la possibilité de tricher."*

**Jean-Pierre Bemba**  
Président du MLC et candidat empêché à la présidence.

→ Lundi, retrouvez notre interview de Jean-Pierre Bemba.